

La République à la conquête des paysans, les paysans à la conquête du suffrage universel

In: Politix. Vol. 4, N°15. Troisième trimestre 1991. pp. 7-12.

Citer ce document / Cite this document :

Vigier Philippe. La République à la conquête des paysans, les paysans à la conquête du suffrage universel. In: Politix. Vol. 4, N°15. Troisième trimestre 1991. pp. 7-12.

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1991_num_4_15_1461

La République à la conquête des paysans, les paysans à la conquête du suffrage universel

DANS CE RAPPORT introductif au colloque "Les agriculteurs aux urnes" qui se veut pluridisciplinaire, il m'a été demandé de présenter le point de vue de l'historien actuel¹ : dans quelle mesure nos recherches récentes nous permettent-elles de mieux connaître le vote paysan au siècle dernier ? Car c'est de ce siècle que je vous parlerai, croyant avoir acquis dans ce domaine quelques compétences. Avec, comme nous tous, le souci lancinant de savoir dans quelle mesure ce "vote paysan" - dans la mesure même où il existe et où l'on parvient à le mesurer dans son infinie diversité - peut être rapproché de celui de "modernes agriculteurs" - question qui est posée, à juste titre, dans "l'appel à communication" de ce colloque.

Essentielle, en effet, est la transformation survenue dans le statut socio-économique de "l'homme de la terre", à partir des années 1950 et 1960. Un statut qui, quantitativement et qualitativement, s'éloigne de plus en plus de celui qui fut le sien tout au long d'un XIXe siècle où, dans notre pays, agriculteurs et ruraux constituent la majeure partie de la population. En 1851, selon le recensement quinquennal le mieux fait du siècle passé, 61% de la population active est occupée à l'agriculture. Il y a donc autant de "paysans", selon la définition que je donne, après Ernest Labrousse, du "paysan", "ce travailleur manuel² des campagnes et des villes³, exploitant ou salarié, qui tire de l'agriculture tout ou partie de son revenu"⁴. En cette même année 1851, ce sont les trois-quarts des Français qui vivent à la campagne et ce pourcentage baisse seulement jusqu'à environ 56% en 1911 puis 44% au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les observateurs étrangers aient été de longue date frappés par

1. Nous remercions P. Vigier d'avoir bien voulu réécrire pour nous le texte de son rapport introductif au colloque "Les agriculteurs aux urnes", organisé par l'Association des ruralistes français et l'Association française de science politique, colloque qui s'est tenu à Bordeaux les 15 et 16 novembre 1990.

2. A la différence du "bourgeois" qui ne travaille pas de ses mains, comme le dit Marc Bloch. Ce qui pose, d'ailleurs, le problème de la petite bourgeoisie du négoce et de l'atelier comme de la terre...

3. Car il y a des "travailleurs agricoles" (salariés ou propriétaires) dans les bourgs de plus de 2000 habitants agglomérés - définition donnée en 1846 de la population urbaine. Population agricole et population rurale sont donc différentes, comme on le sait bien.

4. Labrousse (E.), *Le paysan français des physiocrates à nos jours*, Paris, C.D.U., Les cours de la Sorbonne, 1963, p. 4.

cette prédominance durable d'une France rurale et paysanne : une France vivant "à l'heure de son clocher", comme l'écrivait en 1955 l'observateur suisse Herbert Lüthy⁵ tandis que, quelques années plus tôt, en 1949, l'historien anglais Cobban, qui enseignait l'histoire de la France contemporaine à Oxford, affirmait péremptoirement (nous sommes ici au cœur de notre sujet !) : "En dernière analyse, au fond, la France est une République de paysans". Et Cobban expliquait ainsi la plupart des traits de l'évolution politique française aux XIXe et XXe siècles, qui lui paraissait caractérisés par un conservatisme foncier que ne sauraient cacher des révolutions à répétition, des changements de régime ou de gouvernements quasi-continuels. Ceux-ci, suivant Cobban, ne changent que la surface des choses ; le roc immuable est cette démocratie de petits et moyens propriétaires, d'exploitants agricoles qui, depuis qu'ils ont obtenu la maîtrise de la terre (c'est-à-dire essentiellement depuis la première Révolution) ne songent qu'à conserver ce qu'ils ont, en s'opposant à toute transformation profonde des structures sociales et politiques. Il y a, bien sûr, des bémols à apporter (et nous avons été plusieurs à le faire) à cette vision beaucoup trop systématique du conservatisme d'un paysan satisfait. Notre collègue britannique n'en a pas moins eu le mérite, à mes yeux, de souligner le fait que les paysans ont joué dans la vie politique et sociale de notre pays un rôle infiniment plus grand que les *farmers* et les "hommes de la terre" en général dans l'histoire de l'Angleterre et des Etats-Unis à l'époque "contemporaine" (au sens français du terme).

Et ceci dès la Révolution Française... Voilà qui va, évidemment, à l'encontre des thèses admises depuis une vingtaine d'années par des sociologues et historiens d'Outre-Atlantique qui ont été tellement frappés de l'originalité du "modèle français d'agriculteurs" qu'ils ont eu tendance à faire de ces derniers des sauvages ou des barbares, se situant plus ou moins délibérément, au XIXe siècle, en dehors de l'ensemble national et, d'abord, de la politique nationale. Suzanne Berger évoquait, en 1975, "les paysans contre la politique"⁶. Mais le grand choc a été produit l'année suivante par l'excellent historien américain de l'Action Française, Eugen Weber, publiant aux Presses de Stanford son ouvrage à l'intitulé suggestif : *Peasants to Frenchmen* - mal traduit en français, en 1983, sous le titre *La fin des*

5. Lüthy (H.), *A l'heure de son clocher. Essai sur la France*, Paris, Calmann-Lévy, 1955.

6. Berger (S.), *Les paysans contre la politique*, Paris, Seuil, 1975.

terroirs¹. En fait, et bien que par la suite il ait quelque peu nuancé ses affirmations en admettant que celles-ci concernaient avant tout une certaine partie de la France rurale, le propos de Weber est de démontrer que, pour l'essentiel, ce n'est que dans les années 1880 que la France paysanne - "un pays de sauvages" - s'intègre vraiment dans l'ensemble national.

Du coup, est posé le problème du rôle exact joué par la paysannerie dans l'établissement de la démocratie en France et dans l'installation définitive, à partir des années 1870, d'un régime républicain qui était jusqu'alors ignoré, sinon vomi, par tous les grands pays européens. Il ne saurait être question, bien sûr, dans le cadre de cet article, de faire le point complet d'un débat qui - je l'ai souligné d'entrée de jeu - divise sans doute davantage les historiens anglo-saxons que les français. Les nombreuses thèses d'histoire régionale élaborées en France depuis une quarantaine d'années, et qui ont beaucoup concouru au renouvellement de notre connaissance du XIXe siècle², permettent de ne plus de douter du rôle joué par le paysan français au cours du siècle - donc bien avant les années 1880 - dans la conquête du suffrage universel, et de l'attention portée par les républicains à cette conquête de la paysannerie qui sera un facteur décisif d'installation durable de la République.

Cela étant, nous nous garderons bien de minimiser l'apport d'Eugen Weber et de ses amis d'Outre-Atlantique à cette meilleure connaissance de la France contemporaine que nous nous efforçons d'effectuer conjointement. Ils ont sans aucun doute contribué à nous faire mieux comprendre l'infinie variété des sociétés rurales françaises, leur différence de comportement face à la politique nationale. Dans le seul département du Doubs, entre 1848 et 1851, Jean-Luc Mayaud ne distingue-t-il pas plusieurs "Républiques" interprétant bien différemment le "message parisien" de février 1848³? Nous mesurons mieux ainsi la difficulté qu'il y a à situer chronologiquement cette "politisation des paysans", ou, pour reprendre l'expression de Maurice Agulhon à propos du Var, cette "descente de la politique vers les masses rurales"⁴ que M. Agulhon et moi-même avons peut-être eu trop tendance à situer sous la Seconde République, de 1848 à 1851, c'est-à-dire au moment où le suffrage universel, proclamé mais surtout progressivement pratiqué, avec une large participation électorale, fait des

paysans français (s'ils savent prendre conscience de leur force...) les maîtres de la politique nationale.

Personnellement, je reconnais que dans ma thèse sur la région alpine élaborée il y a une trentaine d'années⁵, j'ai été surtout sensible à l'étonnante conquête républicaine opérée par des démocrates-socialistes prônant la République des paysans, conquête réalisée lors des élections à l'Assemblée législative du printemps 1849 dans un certain nombre de départements ruraux (indiscutablement minoritaires sur le plan national) qui, sous la monarchie censitaire, avaient suivi l'impulsion des notables royalistes⁶. Je n'avais pas assez tenu compte d'un héritage révolutionnaire - de la première Révolution et de la première République - qu'il n'était pas facile alors d'évaluer. Quelques années plus tard, étudiant, lui, le Var voisin, M. Agulhon a mesuré, dans la longue durée, le poids de l'héritage, du passage des Confréries et des Loges maçonniques d'Ancien Régime aux sociétés politiques de la Seconde République, en passant par les chambrées du premier XIXe siècle - montrant ainsi la politisation progressive des masses rurales, en Provence, passant, d'ailleurs, curieusement, de droite à gauche, au XIXe siècle tout au moins⁷.

L'une des leçons que nous procurent les recherches récentes menées, à l'échelon international, en particulier à l'occasion du bicentenaire de la Première Révolution française, est qu'il faut se garder de penser la nationalisation de la vie politique sous la Révolution - pour reprendre l'expression de Charles Tilly⁸ - en adoptant les critères d'évaluation, et les "étiquettes politiques" qui ne s'affirmeront qu'ultérieurement. Très éclairantes, à cet égard, sont les recherches menées par notre collègue M. Edelstein, professeur à l'université de New Jersey. Tout en critiquant les thèses d'E. Weber ou de P. Mac Phec, qui ont opposé la faible participation électorale aux scrutins de la première Révolution aux forts pourcentages de 1848-1849 (opposition qui lui fait problème...), il reproche également aux historiens de la Seconde République d'avoir minimisé le rôle joué par la même première Révolution dans la politisation des paysans : bien qu'il y ait eu des antécédents avant 1789⁹, la Révolution a initié "l'apprentissage de la

1. Weber (E.), *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard, 1983.

2. Je me permets de renvoyer, à ce propos, à un de mes articles consacré à cette bibliographie (Vigier (Ph.), "Un quart de siècle de recherches historiques sur la Provence", *Annales historiques de la Révolution française*, n°222, octobre-décembre 1975, p. 622-645) ainsi qu'à un de mes ouvrages portant sur la Seconde République : Vigier (Ph.), *Vie quotidienne en Provence et à Paris pendant les journées de 1848*, Paris, Hachette, 1982.

3. Mayaud (J.-L.), *Les secondes Républiques du Doubs*, Paris, Les Belles Lettres (Annales littéraires de l'Université de Besançon), 1986.

4. Agulhon (M.), *La République au village*, Paris, Plon, 1970.

5. Vigier (P.), *La Seconde République dans la Région alpine. Etude politique et sociale*, Paris, PUF, 1963.

6. Cf. Vigier (P.), *La Monarchie de Juillet*, Paris, PUF, 1962 ; ou Agulhon (M.), *1848 ou l'apprentissage de la République, 1848-1852*, Paris, Seuil, 1973, etc.

7. Après avoir publié en 1968 sa thèse de troisième cycle (Agulhon (M.), *Pénitents et Francs-maçons de l'ancienne Provence*, Paris, PUF, 1968), M. Agulhon a soutenu, l'année suivante, une thèse d'Etat consacrée aux *Populations du Var, de la Révolution à la Seconde République*. Sa publication déjà citée sur *La République au village* n'est qu'un aspect, majeur il est vrai, de cette œuvre monumentale.

8. Tilly (C.), "Did the cake of custom break ?", in Merriman (J.), dir., *Consciousness and clear experience in the Nineteenth-Century Europe*, New York, 1979.

9. C'est ce qu'a souligné, à bon droit, notre collègue et ami R. Dupuy, lors de nos débats.

citoyenneté en France", dit-il lors du Congrès mondial pour le bicentenaire de la Révolution¹. Cela étant, M. Edelstein admet parfaitement que "nous savons très peu sur la participation électorale à l'époque révolutionnaire", ce qui conduit M. Vovelle, le maître d'œuvre du congrès que je viens d'évoquer, à déclarer que, faute de pouvoir réaliser une véritable sociologie électorale de la France révolutionnaire, il faut recourir à ce qu'il appelle des "regards dérobés"². Car il existe d'autres moyens pour mesurer le degré de politisation (ou de non-politisation) des sociétés rurales dans leur diversité, que de recourir aux cartes de participation électorale. Par exemple, M. Vovelle et ses disciples, ainsi que d'autres chercheurs français ou étrangers, ont pu établir des cartes figurant le degré de participation des habitants des différents départements français à la fête de la Fédération Nationale de 1790, au mouvement de diffusion des arbres de la liberté, ou des sociétés populaires, etc. Il en résulte, suivant Vovelle, que bien plus qu'un clivage gauche-droite, largement anachronique, surtout en Province, apparaît un contraste frappant entre zones passives et zones agitées, "politisées" - ces dernières prenant la France en écharpe, suivant une diagonale Nord-Ouest/Sud-Est (de la Picardie à la Provence).

Il n'en reste pas moins que pendant des années après l'échec de la première République, le paysan français n'aura plus guère la possibilité "d'aller aux urnes" - avec le système des notabilités de l'époque impériale, puis le caractère ultra-censitaire du régime électoral sous la Monarchie constitutionnelle. Remarquons cependant, et c'est un point qui m'est cher, que la loi municipale de 1831 (après une Révolution de 1830 trop méconnue) a permis à beaucoup de paysans français d'aller aux urnes, bien souvent pour la première fois - surtout dans les petites communes rurales où le nombre des électeurs a été fixé à 10% de la population municipale totale (femmes et enfants compris). Du coup, un quart des adultes de sexe masculin âgés de plus de 21 ans ont le droit de voter aux municipales, contre environ un sur 40 aux élections nationales. Ainsi, dans la région alpine comme en Provence, dans la Saône-et-Loire ou le Loir-et-Cher, les municipales de la Monarchie de Juillet ont-elles

1. Edelstein (M.), "L'apprentissage de la citoyenneté : participation électorale des campagnards et citadins (1789-1793)", in Vovelle (M.), dir., *L'image de la Révolution Française. Communications présentées lors du congrès mondial pour le Bicentenaire de la Révolution française*, Paris, juillet 1989, vol. 1, p. 15-25. Tirant les conclusions de ses recherches antérieures sur la participation électorale dans la France du XIXe siècle (entre 1789 et 1870), Edelstein souligne le fait que 1789 marque le début d'une décennie de mobilisation politique où le taux de vote atteignait quelque fois des niveaux élevés, mais aussi que, contrairement à ce qu'affirmait par exemple P. Bois, on ne saurait opposer vote paysan et vote citadin.

2. Lors d'une passionnante intervention qu'il a faite, il y a quelques mois, à la séance du DEA d'Histoire contemporaine de l'université Paris X-Nanterre, consacrée à la place tenue par la première Révolution dans l'affirmation précoce de la démocratie française.

été une étape importante dans la politisation (ou la repolitisation) de la paysannerie française³. Voilà qui, à mes yeux, explique en bonne partie cette étonnante participation des ruraux aux élections de 1848 qui fait problème à M. Edelstein.

C'est, malgré tout, 1848 et la Seconde République, l'instauration du suffrage universel (uniquement pour les hommes, je le sais...) qui va faire que, suivant P. Sorlin, "la deuxième moitié du XIXe siècle est, au point de vue politique, l'ère des paysans"⁴. Reste à savoir dans quelle mesure la paysannerie française a vraiment pris conscience de sa force (née de son nombre), a fait prévaloir ses aspirations, et effectivement participé au jeu politique ; ou bien, n'a-t-elle pas été "manipulée" par des hommes politiques extérieurs à un monde paysan resté à l'écart de la civilisation urbaine ? C'est cette dernière interprétation que présentent Marx et l'historiographie marxiste traditionnelle : suivant Maximilien Rubel, étudiant *Karl Marx devant le bonapartisme*, "les deux Napoléon n'ont été les défenseurs du monde rural que dans les illusions des paysans", ou, comme il le dit encore, "Napoléon III sera en apparence un homme de la paysannerie, en réalité celui de l'aristocratie financière"⁵.

Reste cependant le constat fondamental de Marx dans *Les luttes de classes en France* - écrit en 1850, et, de l'avis général, remarquable specimen "d'histoire immédiate" : "Le 10 décembre 1848" (jour de l'élection triomphale de Louis-Napoléon Bonaparte comme premier Président de la République élu au suffrage universel), "fut le jour de l'insurrection des paysans. C'est de ce jour seulement que

3. Cf. Tudesq (A.-J.), "Institutions locales et histoire sociale : la loi municipale de 1831 et ses premières applications", *Annales de la faculté des Lettres et Sciences humaines de Nice*, 1969, p. 327-363 ; Vigier (Ph.), *La monarchie de Juillet*, op. cit., et "Elections municipales et prise de conscience politique sous la Monarchie de Juillet", in *La France au XIXème siècle. Mélanges offerts à C.H. Pouthas*, Paris, 1973, p. 262-275 ; Agulhon (M.), *La République au village*, op. cit., p. 262-264.

4. "En 1848, l'instauration du suffrage universel fait que les campagnes détiennent, brusquement, la majorité dans le corps électoral ; elles ne la perdront pas avant la première guerre mondiale, et toute la vie politique en sera transformée" (Sorlin (P.), *La société française, 1840-1914*, Paris, Arthaud, 1969, p. 10).

5. Rubel (M.), *Karl Marx devant le bonapartisme*, Paris, Mouton, 1960. En fait, M. Rubel fait référence aux passages de K. Marx dans *Les luttes de classes en France, 1848-1850* (Paris, Editions sociales, 1984) : Louis-Napoléon Bonaparte, "hiéroglyphe indéchiffrable pour la nation des gens civilisés" symbolise parfaitement "la classe qui représente la barbarie au sein de la civilisation" ; et dans *Le dix-huit Brumaire de Louis-Napoléon* (Paris, Editions sociales, 1984) : "les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés [...]. La grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre" (p. 189).

date le Février des paysans français (...). Le 10 décembre fut le coup d'Etat des paysans qui renversaient le gouvernement existant¹. Et à partir de ce jour où ils avaient enlevé et donné un gouvernement à la France, leurs yeux furent obstinément fixés sur Paris. Un moment héros actifs du drame révolutionnaire, ils ne pouvaient plus être relégués au rôle passif et servile de chœur². Faisant curieusement écho à l'affirmation de l'auteur du *Manifeste Communiste*, le futur préfet bonapartiste de l'Isère, Chapuys-Montlaville, écrit de son côté : "Cette élection du Président a donné lieu à un fait considérable. A cette occasion, pour la première fois, le peuple des campagnes a pénétré dans la politique, avec sa volonté propre (...). C'est une puissance nouvelle qui vient de se produire. Désormais, l'élément rural pèsera de tout son poids dans le mouvement politique de la société"³. Un fait est sûr en tout cas : dorénavant, les hommes politiques français, qu'ils se rattachent à "l'Ordre établi" ou au "Mouvement", prennent conscience de la force électorale décisive que le suffrage universel a donné au monde rural, tandis que celui-ci, de son côté prend progressivement conscience de sa force.

On a maintes fois signalé, à cet égard, l'importance des élections législatives de mai 1849, placées sous le signe du vote paysan, "à gauche" comme "à droite" : c'est le premier scrutin dans notre pays où se dessine une répartition précise des opinions politiques, qui s'affrontent avec passion⁴. Les résultats mettent bien en lumière le caractère ambigu du vote "napoléonien" de décembre 1848. Alors qu'après son élection, Louis-Napoléon, faute de disposer encore d'un personnel politique propre, a choisi un ministère composé de membres du parti de l'Ordre, qui a mené une politique globalement anti-républicaine, certains des départements ruraux de la France du Centre, du Midi et de l'Est, qui avaient quasi-plébiscité "Napoléon" en décembre 1848 (la Creuse, l'Isère, le Cher, la Dordogne, etc.)⁵ votent massivement en faveur des candidats républicains et contre ceux qui (avec plus ou moins de conviction) se réclament du Prince-Président⁶. Il est vrai que le parti républicain de mai

1849 n'est plus celui de février-avril 1848 : les démocrates-socialistes, les "Montagnards", tirant la leçon de la condamnation des républicains-citadins et de Cavaignac par l'électorat paysan de 1848, entendent promouvoir une "République des petits", une "République des paysans", prenant en compte les revendications présentes du peuple des campagnes. Il n'est pas douteux qu'entre 1848 et 1851 s'est effectuée cette descente de la politique vers les masses rurales que j'évoquais tout à l'heure, et sur laquelle je n'insisterai pas ici, car nous avons été nombreux, de M. Agulhon à A. Corbin ou J.-L. Maynaud - sans parler de votre serviteur - à en avoir longuement parlé (trop longuement, dirait sans doute Edelstein...). Je soulignerai simplement que, d'une part, cette politisation "à gauche" des masses rurales n'a concerné qu'une partie minoritaire (mais non négligeable) du pays et que le rêve de "République des paysans" s'est évanoui avec la réussite du coup d'Etat antirépublicain du 2 décembre 1851 ; et, d'autre part, l'importance de la résistance rurale au coup d'Etat de Louis-Napoléon a montré la réalité de la politisation paysanne dans bon nombre de villages français⁷.

Moyennant quoi, le Prince-président et les exécutants du coup de force bonapartiste ont su remarquablement exploiter la peur provoquée par cette révolte rurale, dénoncée comme une jacquerie, auprès de la majeure partie de la population française, des royalistes du parti de l'Ordre en particulier. Initialement hostiles à un acte qui était effectivement d'abord dirigé contre eux, ils se rallient finalement pour la plupart à un régime qui garantit l'ordre social et politique. Mais cela ne signifie pas pour autant que Louis-Napoléon, puis Napoléon III, ait oublié qu'il est "l'élu des paysans". Un certain nombre de thèses d'histoire régionale ont mis en lumière le fait que dans le Bassin Aquitain (étudié par A. Armangaud), le Limousin (analysé par A. Corbin) ou la région alpine (que j'ai jadis étudiée) le bonapartisme rural a joué contre les notables ; c'est ce qui lui a permis de faire rentrer dans le "giron napoléonien" des départements tentés pour un temps par le programme d'une République des "petits", des "paysans"⁸. Ici (mais ce n'est pas le cas pour toute la France et nous retrouvons toujours le poids des spécificités régionales), le second Empire a été une étape importante dans la prise en main par la paysannerie de ses propres affaires.

Qu'ils se soient affranchis ou non de la tutelle des notables, qu'ils relèvent du "bonapartisme populaire" ou du "bonapartisme des notables", les paysans français ont, en tout cas, assuré la fortune d'un Second Empire dont la géographie politique s'explique largement par l'opposition

1. Représenté par le principal candidat battu, le général Cavaignac, qui, suivant Marx incarnait "la république des riches" - je dirai plutôt la république bourgeoise et urbaine, qui, depuis février, ne s'était guère préoccupé du sort des ruraux. Voir à ce sujet Tocqueville (A. de), *Souvenirs*, Calmann-Lévy, 1893, p. 146-147.

2. Marx (K.), *Les luttes des classes en France*, op. cit., p. 125.

3. Cité dans Vigier (Ph.), *La Seconde République dans la Région alpine*, op. cit., vol. 1, p. 325 (C'est moi qui souligne).

4. Cf. par exemple Vigier (Ph.), *La Seconde République...*, op. cit., p. 60-68 ; ou Agulhon (M.), *1848 ou l'apprentissage de la République*, op. cit., p. 90-93.

5. En 1848, Louis-Napoléon obtient 94% des suffrages exprimés dans la Creuse (record national), 90% en Dordogne, 82% dans l'Isère et le Cher, alors que la moyenne nationale est de 74% (Tudesq (A.-J.), *Les grands notables en France (1840-1849)*, Paris, PUF, 1964, carte IX, p. 1199).

6. Cf. les ouvrages cités dans les deux notes précédentes. Les départements cités n'élisent en 1849 que des républicains, pour la plupart "Montagnards" (Tudesq (A. J.), *Les grands notables en France*, op. cit., carte XI, p. 1216).

7. Outre les thèses et synthèses de M. Agulhon et moi-même, on peut se reporter à Margadant (T. W.), *French peasants in revolt. The insurrection of 1851*, New Haven, Yale university press, 1978.

8. Pour plus de détails et, en particulier, les références bibliographiques, je me permets de renvoyer à ma contribution: Vigier (Ph.), "Le bonapartisme et le monde rural", *Actes du colloque franco-allemand d'Angsbourg sur le Bonapartisme*, Munich, Artemis Verlag, 1977.

villes-campagnes¹. Aussi a-t-on pu parler de "campagnocratie impériale" fondée, nous dit le brillant journaliste parisien Prévost-Paradol, sur "une profonde couche d'imbécilité rurale et de bestialité provinciale"². Et le bonapartisme restera longtemps une force politique importante, dans une partie au moins des campagnes françaises, en dépit de l'effondrement militaire de 1870. J'en prendrai seulement pour preuve l'étonnant *Village des cannibales*, que vient de publier A. Corbin, où l'on voit, au lendemain de la fin de l'Empire, le 16 août 1870, alors qu'arrivent les nouvelles des premières défaites de l'armée impériale, toute une population rurale des confins du Poitou, des Charentes et du Limousin, massacrer dans des conditions effroyables un noble sympathique suspecté (à tort) d'avoir crié "Vive la République" et d'avoir tenu des propos défaitistes, hostiles à un régime impérial et à un Empereur vénérés des paysans³.

On s'explique, dès lors, la perplexité des républicains lorsque l'effondrement militaire de l'Empire les eût, de nouveau inopinément, porté au pouvoir, et qu'il leur fallût se préoccuper du vote des paysans. Ceci d'autant plus que le soutien constant de la paysannerie au régime impérial les avait conduits à adopter, sous le Second Empire, une position très négative à l'égard du monde rural. Typique est à cet égard l'attitude du jeune républicain Allain-Targé, qui place en 1867 au premier rang des tâches du futur Etat républicain la diffusion de l'éducation populaire, seule susceptible "d'élever les trente-cinq millions de brutes qui composent la Nation au rang de citoyens actifs et de patriotes intelligents et éclairés"⁴. Fort heureusement, les "pères fondateurs" de la IIIe République - Gambetta, surtout, et Jules Ferry - vont montrer davantage de sens politique que leurs devanciers de la Seconde République.

A la différence des "citadins" de 1848, ils comprennent que "c'est aux paysans qu'il faut s'adresser sans relâche" - ce sont les termes employés par Gambetta, dès son retour au lendemain de la Commune, dans son discours de Bordeaux du 26 juin 1871. Et dès lors, le commis-voyageur de la République, au cours d'innombrables voyages en Province, de 1871 à 1877, comme dans les colonnes de son journal, *La République Française*, va s'adresser avant tout aux paysans et à la Province. Il semble que Gambetta ait été influencé par l'un de ses proches collaborateurs, Eugène Ténnot, qui, dès 1865, écrivait un ouvrage sur *Le suffrage universel et les paysans* où il s'efforçait de tirer les leçons du précédent de 1849-1851.

Pour Ténnot, et Gambetta adopte son point de vue, les "Montagnards" de la seconde phase de la Seconde République ont eu raison de vouloir promouvoir une "République des paysans". Mais ils ont eu tort d'en vouloir faire une "République des petits", en lutte contre les "gros". Car ils ont ainsi permis au bonapartisme d'agiter le "spectre rouge" de la jacquerie et de se rallier ainsi la masse des paysans-proprétaires qui peuple nos campagnes : "La peur ! Voilà leur grand moyen politique", s'écrie Gambetta en parlant des adversaires des républicains dans le célèbre discours d'Auxerre du 1er juin 1874 qui est, à mes yeux, l'expression la plus complète du discours tenu par le grand tribun pour rallier le maximum de paysans à la République⁵.

Il s'agit de rappeler sans cesse aux habitants des campagnes le fait que la République "nouvelle manière", rurale, provinciale et socialement conservatrice (on a gommé du programme républicain toute attaque contre les "gros"...) défend mieux leurs intérêts et leurs aspirations (la Révolution, dont la République est la seule fille authentique, n'a-t-elle pas agrandi son empire sur la terre, en abolissant la féodalité et en opérant une redistribution, même partielle, des terres ?) qu'un bonapartisme renaissant qui apparaît de nouveau comme le principal concurrent du républicanisme dans les campagnes.

On sait que dès les élections partielles de la période 1871-1874, puis lors des élections générales de 1876, la politique gambettiste porte ses fruits. A partir des môles ruraux politisés lors des deux premières Républiques, et qui avaient connu des destins divers durant les régimes intermédiaires, s'est développé un mouvement de politisation et de républicanisation des campagnes qui s'amplifiera à partir des années 1880 - une fois les républicains solidement installés au pouvoir -, mais qu'on ne saurait nullement, à mes yeux, faire commencer à cette date.

Philippe Vigier
Université Paris X

1. Outre les ouvrages précédemment indiqués, cf. Rémond (R.), *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982, p. 104-116 et 504-506 ("La vision du Second Empire a récemment connu une révision profonde"... quoiqu'en pense M. Seguin !).

2. Cf. Guiral (P.), *Prévost-Paradol (1829-1870). Pensée et action d'un libéral sous le Second Empire*, Paris, PUF, 1955.

3. Corbin (A.), *Le village des cannibales*, Paris, Aubier, 1990.

4. Lettre d'Allain-Targé à sa mère, 6 janvier 1867, in Allain-Targé, *La République sous l'Empire. Lettres, 1864-1870*, Paris, Grasset, 1939, p. 98.

5. J'ai analysé le contenu de ce discours dans une communication consacrée à Gambetta lors des Entretiens d'Auxerre d'octobre 1986 sur les opportunistes, colloque dont les actes sont en cours d'impression. J'ai également évoqué le problème dans "La République de Gambetta, ou Gambetta et nous", in *Hommage à Léon Gambetta*, Catalogue de l'exposition du Centenaire, 1982-1983. Les grands textes, commentés, figurent dans le livre classique de Barral (P.), *Les fondateurs de la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1968.



Elections législatives du 21 août 1881

1^{re} Circon. azaire.

FIDÈLE SIMON

Député sortant.

Docteur

Bas de Députation pour
 Monsieur Gassier qui a été
 hostile à la religion par
 ses votes, ainsi qu'il en fise.

E. S. V. P.